

*

République Française
Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Direction générale de l'alimentation (D.G.Al.) Sous direction de la qualité et de la protection des végétaux 251, rue de Vaugirard 75732 PARIS Cedex 15	Direction des politiques économique et internationale (D.P.E.I.) Sous-direction des cultures et Produits végétaux Bureau des fruits et légumes, de l'horticulture et des productions végétales spéciales 3, rue Barbet de Jouy 75007 PARIS
Circulaire du 13 DECEMBRE 1999	DPEI/SPM/C99-4029 DGAL/SDPV/C99--8009

Le Ministre de l'Agriculture et de la pêche

à Mesdames et Messieurs les Préfets

<p style="text-align: center;"><u>C I R C U L A I R E</u></p> <p>Objet : Mise en oeuvre des mesures d'indemnisation relatives au virus de la Sharka des arbres fruitiers.</p> <p>Date d'application : immédiate</p>
--

La **sharka** est une maladie virale des arbres fruitiers à noyau (pêchers, abricotiers, pruniers...), présente dans le sud-est de la France depuis de nombreuses années. Les mesures d'arrachage des vergers contaminés ont permis, jusqu'à ces dernières années, d'endiguer le fléau.

Cependant la mise en évidence d'une souche de ce virus ("**Markus**"), caractérisée par une grande aptitude à la dissémination par les vecteurs (pucerons) a conduit les pouvoirs publics à prendre, depuis 7 ans, des mesures exceptionnelles d'arrachage d'arbres fruitiers contaminés dans les régions touchées (**Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur**).

Ces mesures assorties d'une aide financière de l'Oniflor sont reconduites selon les modalités figurant ci-après.

Plan de diffusion

<u>Pour exécution</u> Mmes et MM. les Préfets de région les Préfets de département les DRAF les DDAF les Chefs de SRPV M le Directeur de l'ONIFLHOR M le DPEI Mme la directrice de la DGAL	<u>Pour information</u> M. le Président de la Fédération Nationale des Producteurs de Fruits. MM. les Présidents des Comités de bassin M. le Contrôleur d'Etat DGA- DAF FELCOOP FNSEA CNJA Confédération Paysanne Le Président du Coperci
---	---

1° PROSPECTION

Les DRAF, Directions Régionales de l'Agriculture et de la Forêt (service de la protection des végétaux) avec l'appui des Fédérations régionales de lutte contre les ennemis des cultures (FREDEC) sont chargés de la mise en oeuvre de la prospection de la Sharka qui nécessite des moyens matériels et financiers importants.

L'Oniflor participe financièrement à l'effort entrepris par le biais de conventions particulières avec les FREDEC des régions Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

2° INDEMNISATION POUR L'ARRACHAGE

L'indemnisation concerne les contaminations par les souches "Markus" et "Dideron" du virus de la Sharka, elle est réservée aux arrachages "d'arbres isolés", d'une part, et dans certains cas particuliers, aux arrachages de parcelles complètes, d'autre part.

A) Arrachage "d'arbres isolés" contaminés

Les pêchers et abricotiers reconnus contaminés par la direction régionale de l'agriculture et de la forêt (service de la protection des végétaux) doivent être **arrachés sans délai**. Une attestation de destruction délivrée par ce service fera état du nombre d'arbres, de la variété, de la densité de plantation, de l'âge et de la référence cadastrale.

L'âge de la plantation pourra être déterminé, si besoin est, à l'aide de la facture d'achat des plants ou sur la base de l'inventaire du verger.

Une indemnisation sera allouée, d'un montant déterminé en fonction de l'âge de l'arbre selon le barème suivant, établi pour une parcelle d'une densité au moins égale à 500 arbres par hectare :

1 an (2ème feuille).....	100 francs
2 ans (3ème feuille).....	125 francs
3 ans (4ème feuille).....	150 francs
de 4 à 9 ans (5ème à 10 ^{ème} feuille)	160 francs
10 ans (11ème feuille).....	125 francs
11 ans (12ème feuille).....	100 francs
12 ans et plus (13ème feuille et plus).....	50 francs

L'octroi de l'indemnisation pour l'arrachage d'arbres contaminés par le virus de la sharka est conditionné au respect du délai prescrit par la direction régionale de l'agriculture et de la forêt (Service de la protection des végétaux). Ce délai ne pourra excéder deux semaines. En cas de dépassement du délai de deux semaines, le montant de l'indemnisation sera réduit de moitié. Si ce délai dépasse un mois aucune indemnisation ne sera octroyée.

B) Arrachage de parcelles contaminées

L'obligation d'arrachage visée ci-dessus peut entraîner des conséquences significatives pour des exploitations déjà en situation difficile.

Lorsque le taux des sujets contaminés par le virus de la sharka dépasse 10 % des arbres de la parcelle, il est préférable pour des raisons sanitaires et économiques d'arracher cette parcelle et, le cas échéant, de la renouveler. Celle-ci devra être assainie par arrachage de la totalité des arbres présents. L'opération sera effectuée **au plus tard, sitôt la récolte des fruits effectuée.**

Par extension, lorsque les arrachages successifs d'arbres isolés, réalisés au cours des années précédentes ont conduit à la destruction d'au moins 10 % des arbres d'une parcelle, la même démarche est aussi conseillée.

Les parcelles arrachées dans ce cadre bénéficieront d'une indemnité d'un montant modulable selon l'âge de la plantation, calculée selon le barème ci-dessous.

Age de la plantation	Indemnité d'arrachage (F/ha)
1 an (2 ^{ème} feuille)	30.000
2 ans (3 ^{ème} feuille)	35.000
3 ans (4 ^{ème} feuille)	45.000
De 4 à 9 ans (5 ^{ème} à 10 ^{ème} feuille)	55.000
10 ans (11 ^{ème} feuille)	45.000
11 ans (12 ^{ème} feuille)	35.000
de 12 ans à 15 ans (13 ^{ème} feuille à 15 ^{ème} feuille)	30.000
15 ans et plus (16 ^{ème} feuille et plus)	15.000

Les arboriculteurs qui ont bénéficié, pour les parcelles concernées, d'indemnités d'arrachage d'arbres isolés conserveront, dans la limite de 10 % des arbres arrachés, le bénéfice des montants ainsi perçus. Les indemnisations perçues pour la partie excédant le plafond de 10 % des arbres seront déduites du montant de l'aide à la parcelle.

3°) AIDES COMPLEMENTAIRES POUR LES EXPLOITATIONS LES PLUS FRAGILISEES PAR LA SHARKA

Par analogie avec le régime des calamités agricoles, les exploitations dont au moins 25 % de leur superficie en verger est contaminée à plus de 10 % des arbres et dont les parcelles atteintes représentent plus de 14 % du dernier chiffre d'affaires connu de l'exploitation peuvent bénéficier d'une aide exceptionnelle en cas de replantation d'un montant de **20 000F/Ha**, dans la limite des surfaces de parcelles arrachées dans le cadre de cette circulaire, et dans un délai maximum de trois ans après la parution de cette circulaire.

Cette mesure est justifiée par la nécessité de soutenir et généraliser l'effort de lutte contre la sharka dans les exploitations les plus touchées, tout en réduisant pour elles le risque de déséquilibre économique.

Les arboriculteurs concernés devront produire, avant le 31 décembre 2000, un programme triennal de lutte contre la sharka qui prévoira notamment le calendrier des arrachages des parcelles et des replantations éventuelles sur l'exploitation. Ce programme visera à limiter les risques de réimplantation de la maladie (diversification des espèces cultivées, gestion du parcellaire,...)

Ce programme (modèle en annexe) qui comportera également un plan parcellaire sera agréé par la DRAF (service de la protection des végétaux). Il sera réactualisé chaque année notamment après les campagnes de prospection.

Cette aide, destinée à conforter l'assainissement des vergers infestés, **n'est pas exclusive pour les arboriculteurs membres de l'Organisation Economique**, telle que définie dans la circulaire DPE/SPM/C98-4042 du 8 décembre 1998, de toute aide à laquelle ils pourraient être éligibles par ailleurs, notamment en matière de rénovation du verger.

4°) ENGAGEMENTS DE L'EXPLOITANT

Le versement des aides prévues par la présente circulaire est conditionné au respect par l'exploitant, de la réglementation sanitaire en vigueur et notamment de l'obligation d'arrachage dans la limite des délais prescrits, et d'un parfait assainissement de la parcelle, excluant tout rejet ou repousse .

Les replantations de pêchers ou d'autres espèces fruitières, prévues dans le plan d'assainissement devront être réalisées conformément aux engagements figurant dans le plan de lutte et aux prescriptions de la circulaire DPE/SPM/C98-4042 du 8 décembre 1998.

Le non-respect par les bénéficiaires, des dispositions prévues par la présente circulaire ou des dispositions légales de lutte contre la sharka entraînera le remboursement immédiat et intégral des subventions perçues.

5° MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIONS FINANCIERES

Les demandes d'indemnisation ainsi que les programmes triennaux seront instruits par les directions départementales de l'agriculture et de la forêt en liaison avec les directions régionales de l'agriculture et de la forêt (services de la protection des végétaux) et transmis à l'Oniflor, le financement étant pris en charge par l'Office **dans la limite des crédits disponibles.**

Le versement des indemnités prévues par la présente circulaire est effectué par virement bancaire sur le compte du bénéficiaire.

Les demandes, accompagnées d'un Relevé d'Identité Bancaire, et validées par la DDAF, feront état, de façon distincte, par exploitation, du ou des constats datés de contamination de parcelle(s), et par parcelle, du nombre d'arbres à arracher, du nombre d'arbres réellement arrachés individuellement et de la date de réalisation de ces engagements, et :

- **Pour les arbres isolés** : des montants susceptibles d'être attribués,
- **Pour les arrachages de parcelles** :
 - des surfaces (en ha) arrachées,
 - du nombre d'arbres déjà arrachés individuellement et des montants attribués, déduction éventuellement faite des montants déjà versés dans les limites énoncées au paragraphe 2 b.
 - des montants susceptibles d'être attribués.

Les indemnisations d'arrachage d'arbres isolés visent les opérations réalisées, au plus tôt, le **1^{er} janvier 1999** et au plus tard, **avant le 30 juin 2000**, les demandes devant parvenir au plus tard à l'Oniflor avant le 31 décembre 2000.

Les demandes d'indemnisation pour l'arrachage total de parcelles réalisé conformément aux directives de cette circulaire, visent l'arrachage de parcelles réalisé au plus tôt en 1999, et au plus tard après la récolte 2000, les demandes devant parvenir à l'ONIFLHOR avant le 31 décembre 2000.

Les plans d'assainissement devront, pour être éligibles, être déposés à l'ONIFLHOR avant le 31 décembre 2000. Après agrément du plan, dans la limite du budget disponible, les opérations de replantation prévues bénéficieront des indemnités susvisées, après réalisation desdites plantations, dans un délai maximum de trois ans après parution de cette circulaire.

6° SUIVI DU PROGRAMME

Les DRAF (service de la protection des végétaux), avec l'appui des FREDEC, sont chargées de définir les mesures techniques à mettre en œuvre pour réduire efficacement la dissémination de la maladie.

Elles veilleront à assurer la plus large information sur les mesures prises, qu'elles soient techniques ou financières, pour assainir la situation ainsi que tout moyen permettant de surveiller l'état sanitaire des vergers.

En outre, elles sont également chargées de faire, périodiquement, le bilan des actions entreprises.

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche
Par délégation,

L'ingénieur en chef d'agronomie Sous-directeur de la qualité et de protection des végétaux Alain VERNEDE	La Sous-Directeur des Cultures et des produits Végétaux Marie-France CAZALERE
---	---

LUTTE CONTRE LA SHARKA

Programme triennal d'assainissement du verger de pêcher atteint par la sharka

: Prénom :

se :

postal : Localité :

DESCRIPTIF SOMMAIRE DE L'EXPLOITATION

A la date du

Superficie agricole utile : Ha.

ficie totale du verger de l'exploitation : Ha.

Dont pêcher : Ha. (joindre un plan parcellaire)

des surfaces contaminées à plus de 10 % : Ha

Soit : % du verger de pêcher.

Chiffre d'affaires de l'exploitation : Francs

Surface totale des parcelles de pêcher contaminées à plus de 10 % : Ha.

Montant estimé de la perte : Francs

Soit : % du chiffre d'affaires

.../...

Programme triennal de renouvellement du verger
(établi à la date de la demande)

Dépôt initial

Actualisation 1ère année

Actualisation 2ème année

Date :

Date :

Date :

[illegible]

Je soussigné, certifie l'exactitude des renseignements figurant sur la présente fiche, et m'engage à respecter les dispositions légales prévues en matière de lutte contre la sharka ainsi que les prescriptions de la circulaire du ministère de l'agriculture et de la pêche, relative aux indemnités des vergers de pêcheur atteints par la sharka.

Fait à : le

Signature du bénéficiaire

Fait à : le

Visa de la Direction Régionale de
l'Agriculture et de la Forêt